

SIXIEME ANNEE. — N° 7.

VENDREDI 4 DECEMBRE 1925.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous! Majoration 100%



KAMENEV, par G. Annenkov.

DÉCLARATION

Le *Bulletin Communiste* a été fondé en 1920 pour défendre en France les principes et la tactique du communisme international. Il a rempli cette tâche à travers bien des difficultés, bien des crises. Si l'on devait apprécier son rôle au cours des cinq dernières années à la mesure de l'animadversion que lui ont témoignée les ennemis variés du communisme, le jugement ne saurait être défavorable.

C'est le *Bulletin Communiste* qui a fait connaître aux révolutionnaires français les principaux écrits des représentants les plus qualifiés de la pensée communiste contemporaine. On ne trouve que dans ses colonnes et dans celles de l'ancienne *Vie Ouvrière* qui continue de paraître sous le titre de *Révolution prolétarienne*, la justification de la révolution bolchévique non pas après sa victoire, mais pendant ses batailles, à l'heure des dangers et des revers. Le *Bulletin Communiste* a été en France l'organe du bolchévisme authentique, celui de Russie comme celui de chaque pays où une avant-garde ouvrière s'inspirait de l'exemple russe. Il a été, de plus, pour la phalange grandissante des communistes français, l'instrument principal de la conquête du vieux parti socialiste et de l'*Humanité*, de l'adhésion à la III^e Internationale et, plus tard, des victoires successives de la gauche révolutionnaire sur les retours offensifs de l'esprit social-démocrate persistant.

Mais, en 1924, le Parti communiste subit un changement d'orientation politique, de tactique, de méthodes et de personnel dirigeant. Le *Bulletin Communiste*, avec son passé révolutionnaire, avec sa réputation d'intransigeance, avec sa tradition de marxisme critique, — resta, par son seul titre, comme un vivant reproche aux gens qui s'évertuaient à défaire son œuvre. Il gênait. On le supprima.

Après un an de silence, et pour les raisons mêmes qui rendirent nécessaire sa création en 1920, le *Bulletin Communiste* reparait. Il reparait depuis plusieurs semaines et, à la justification que lui donne sa mission, s'ajoute celle de l'accueil qu'il trouve auprès des meilleurs militants communistes, ceux qui gardent intacte leur foi en l'avenir du communisme en dépit des plus cruelles déceptions et savent résister aux néfastes courants de la démagogie et de la panique, — inséparables entraînements.

Le *Bulletin Communiste* est aujourd'hui le même qu'hier. Il n'a pas varié. C'est la politique, la tactique, les méthodes du Parti qui ont changé. Et c'est parce que ce changement est contraire aux intérêts de la classe ouvrière et

de la révolution que le *Bulletin* reprend son combat.

Le communisme est en danger. Ceux qui prétendent au droit exclusif de le représenter n'expriment que déviations, altérations et dégénérescences, inévitables dans une période prolongée de stagnation du mouvement révolutionnaire, mais que l'on doit combattre avec vigilance pour qu'elles ne deviennent pas mortelles. La tentative accomplie prouve que la transformation du Parti lui a été funeste, et qu'un redressement énergique seul peut faire qu'elle ne lui soit pas fatale.

Le *Bulletin Communiste* n'a pas changé dans ses convictions, dans ses principes, dans son idéal : mais il a gagné en expérience. Les fautes commises non seulement par ses adversaires mais par lui-même — et ce ne sont pas celles qu'on lui impute — lui ont été profitables. Ainsi l'avant-garde révolutionnaire s'instruit dans la lutte, mûrit dans le malheur et apprend à vaincre dans ses défaites.

Le *Bulletin Communiste* se propose, en même temps que de reprendre l'effort de culture marxiste, abandonné par les actuels dirigeants du Parti, de travailler et de combattre pour la formation d'un véritable Parti communiste dont le sort ne soit pas à la merci d'une péripétie de conflit intérieur dans une autre section de l'Internationale si légitimement influente soit-elle. Le Parti communiste français de l'avenir doit être capable de former son opinion et de la défendre, de faire son devoir sur son terrain propre et de jouer son rôle dans l'action commune, et non seulement de subir les impulsions de l'Internationale mais de contribuer à donner l'orientation et l'impulsion générales à l'Internationale elle-même.

La conception du Parti communiste mondial qui est nôtre ne signifie pas, ne saurait signifier l'atrophie de l'initiative de chaque Parti, de chaque groupe, de chaque militant, ni l'abrogation des traditions historiques de chaque peuple, la négation de l'effort original de chaque élite ouvrière. C'est, au contraire, de la somme de ces initiatives, de ces traditions, de ces contributions originales que se dégage la pensée collective du communisme international. Y renoncer, c'est se désarmer devant le capitalisme, fort de sa science accumulée d'assurer son existence et de son art expérimenté d'asservir les prolétaires.

Le *Bulletin Communiste* veut travailler à la résurrection du Parti communiste français et au progrès de toute l'Internationale. S'il tombe parfois dans l'erreur au cours de l'activité

qu'il déploie, c'est que l'infailibilité n'est pas de ce monde et que ceux-là seuls ne se trompent jamais qui ne font rien. Mais son inspiration révolutionnaire, son dévouement à la cause ouvrière, son recours constant à la méthode éprouvée du marxisme le préserveront des fautes irréparables. Et dans la mesure où le passé répond de l'avenir, le nôtre permet d'envisager avec quelque confiance des lendemains prometteurs d'orages.

Le *Bulletin Communiste* n'est pas l'œuvre de journalistes, mais de militants de l'idée révolutionnaire pour qui le journal n'est qu'un des moyens de servir la cause du prolétariat. Il n'existe que pour remplir une certaine tâche et disparaîtra, l'ayant accomplie. De même qu'il est devenu l'organe du Parti après avoir vécu comme organe d'opposition, il reparait comme organe d'opposition avant de redevenir l'organe du Parti. Son but n'est pas de vivre mais de donner vie au Parti communiste. La renaissance du communisme français privera le *Bulletin Communiste* de sa raison d'être comme feuille d'opposition communiste.

Le communisme est en danger. Mais le danger peut être écarté avant que d'être mortel. Pour cela, il suffit qu'une minorité consciente sache et veuille tenir contre le mauvais courant. Dans cette minorité d'un jour, le prolétariat révolutionnaire reconnaîtra tôt ou tard ses vrais serviteurs.

Nous appelons un mauvais courant l'espèce de panique qui, en 1924, a entraîné de nombreux communistes « officiels » à discréditer, pour le seul profit de la bourgeoisie, une pléiade de révolutionnaires russes dont les mérites ne peuvent être effacés de l'Histoire. Cette panique est à l'origine de la crise qui sévit depuis deux ans dans notre Internationale. Elle a déterminé le changement de politique, de tactique, de méthodes, que nous avons dénoncé dès le premier jour et que les faits ont irrévocablement condamné. Sous prétexte d'un péril « bonapartiste » inexistant, en Russie, dénoncé jusqu'alors seulement par les social-démocrates, elle a créé les véritables dangers qui eussent compromis pour un temps les destins de l'Internationale si quelques-uns des dirigeants de celle-ci ne s'étaient ressaisis avant qu'il soit trop tard.

La panique d'un moment s'est transformée en démagogie organisée de plus d'une année. Pour se poser en sauveurs d'une révolution qui n'aurait jamais eu lieu si elle avait dû compter sur ses zéloteurs attardés de 1924, ceux-ci ont prétendu se montrer plus « à gauche » que les ouvriers de la première heure de l'internationalisme de 1914 et du communisme de 1917.

Ils ont pratiquement répudié l'orientation et

la tactique des quatre Congrès qui ont fait l'Internationale communiste. Ils ont condamné comme opportuniste l'action commune des travailleurs de toutes confessions politiques en invoquant les arguties des pires adversaires du front ouvrier unique. Ils ont inconsidérément affirmé l'imminence des bouleversements révolutionnaires tout en sabotant la vraie préparation à la révolution par une tactique émeutièrè. Ils ont lancé des mots d'ordre incohérents et contradictoires, étrangers aux préoccupations du prolétariat, éloignant celui-ci de plus en plus du communisme. Ils ont ruiné l'influence communiste dans les syndicats en Allemagne et introduit en France dans le mouvement syndical des méthodes sectaires qui préparent de nouvelles crises, de nouveaux déchirements. Ils ont desservi l'effort des syndicats russes pour la reconstitution de l'unité syndicale internationale.

Ils ont isolé le Parti dans la classe ouvrière et isolé leur coterie dans le Parti, formant une bureaucratie coûteuse, parasitaire et stérilisatrice, brimant les militants du rang, intimidant les contradictoires, excluant les opposants. Ils ont créé deux partis dans le Parti, celui des fonctionnaires avec leur clientèle et celui de l'opposition irréductible avec ses sympathisants secrets, inavoués par peur des sanctions. Ils ont fait perdre au communisme le bénéfice de dures années de labeur opiniâtre et renforcé le scepticisme, la méfiance, les préventions des ouvriers révolutionnaires envers tout parti politique.

Non seulement ils ont discrédité notre Parti, ridiculisé nos doctrines, saccagé nos organisations : ils ont encore amoindri le prestige de la Révolution russe, si nécessaire au maintien des espérances révolutionnaires dans le monde. Prenant professionnellement le contre-pied du dénigrement systématique de la République des Soviets, ils élucubrent de serviles apologies si évidemment contraires aux intérêts du prolétariat russe, inséparables de la vérité révolutionnaire, que les travailleurs occidentaux sont également écœurés des mensonges intéressés répandus de droite et de gauche sur un fait historique essentiel et n'accordent plus de crédit aux justifications valables et dignes, éclairées et raisonnées, que les communistes sérieux leur présentent. Comme si les bolchéviks avaient besoin de courtisans, de flatteurs, de détracteurs à rebours... Comme si la Révolution pouvait souhaiter mieux que l'étude objective et consciencieuse de ses efforts, de ses difficultés, de son œuvre, pour renforcer cette solidarité organique qui la lie au prolétariat mondial. Comme si les mandataires du communisme russe pouvaient ne pas voir que leurs tardifs renforts de 1925 suivent « la voie tracée par Lénine » comme ces factions dont

parlait Saint-Just, « qui nées avec la Révolution l'ont suivie dans son cours comme les reptiles suivent le cours des torrents ».

Nos factions se sont montrées seulement capables de parodier jusqu'à la caricature la terminologie et les gestes des bolchéviks sans rien s'assimiler de leur esprit. Elles n'ont su qu'introduire en France les plus détestables pratiques de la social-démocratie allemande, en y ajoutant les déviations spécifiques du socialisme français dégénéré. Elles ont vainement cru pouvoir pallier à leur incapacité par l'usage de formules incomprises. *Les astrologues et les alchimistes*, disait Pascal, *ont quelques formules, dont ils abusent*. De même les philistins de la bolchévisation ont-ils abusé de certaines formules qui ne font même plus illusion.

Leur seule tentative originale a été d'implanter un amoralisme dont les effets ne pouvaient qu'être désastreux. Professant l'excellence de « tous les moyens » pour atteindre à leur but, d'ailleurs inavouable, ils n'ont pu que corrompre et démoraliser. Nous prétendons, au *Bulletin Communiste*, que les moyens ne sont pas bons qui ôteraient au communisme, pour vivre, toute raison de vivre. Nous défendons contre les amoraux et les cyniques notre morale révolutionnaire, notre éthique communiste, et ce que Marx appelait l'honneur organique du prolétariat. Et nous faisons nôtres, avec Buonarrotti qui aimait à les citer, ces belles paroles de l'Incorruptible : « Dans le système de la révolution française, ce qui est immoral est impolitique, ce qui est corrupteur est contre-révolutionnaire. »

Le *Bulletin Communiste* tendra à remettre en honneur les méthodes d'analyse et de synthèse du marxisme, l'observation scientifique des faits, l'étude critique des enseignements de l'histoire, des leçons de chaque expérience et de toute lutte prolétariennes. Il éclairera la fermeté des principes et la souplesse des tactiques. Il défendra les notions éprouvées de la démocratie ouvrière, du centralisme démocratique, dans le Parti et l'Internationale. En un mot, il continuera les traditions saines des quatre premiers Congrès communistes internationaux.

Au cours de cette crise du communisme international dont le terme n'est pas encore en vue, nous avons été en conflit avec nos camarades russes, qui ne sont pas plus infailibles que nous. Avec la profonde conviction de servir la révolution bolchévique et l'Internationale communiste à la fois en défendant, au besoin contre ceux qui nous ont tant appris, les idées que notre conscience et notre raison nous dictent comme salutaires, nous attendrons le jour où le *Bulletin Communiste* sera reconnu comme l'authentique parole du communisme français par ceux-là mêmes qui l'au-

ront blâmé. « Le devoir des communistes, disait Lénine, est de ne pas taire les faiblesses de leur mouvement, mais de les critiquer ouvertement afin de s'en délivrer plus vite et plus complètement. » C'est ce que nous avons fait, ce que nous ferons encore. Il n'est pas d'autre moyen d'assainir et de redresser notre mouvement dévoyé.

L'Internationale peut méconnaître, un temps, notre effort mais ne saurait se méprendre sur nos intentions, notre inspiration, notre but. Ce n'est pas la première fois que nous heurtons l'intérêt de coteries détestables et l'incompréhension de majorités suiveuses. Le *Bulletin Communiste* fera entendre, quoi qu'il en puisse coûter personnellement à ses rédacteurs, la voix de l'opposition révolutionnaire à laquelle l'Internationale est jusqu'à présent restée sourde. Et si l'Exécutif de l'Internationale nous frappait pour avoir dit trop tôt la vérité, pour l'avoir devancé dans la dénonciation du mal et l'indication des remèdes, cela n'atténuerait en rien notre satisfaction du devoir accompli devant notre Parti en voie de relèvement et de régénération. Car le *Bulletin Communiste*, reprenant les mots de Marx et d'Engels appliqués au Parti, peut affirmer n'avoir pas d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière.

Le « Bulletin Communiste ».

Jolis procédés

Dans l'*Humanité* du 26 novembre, on pouvait lire un feuilleton consacré au rédacteur du *Bulletin Communiste* et où s'assouvait une rancœur algérie de *gendelette* couvée pendant des années. Cent questions y sont soulevées à la fois, et il n'eût pas été sans intérêt de les mettre au point. Mais les procédés employés par L. Bodin sont tels qu'un révolutionnaire qui se respecte ne leur accordera jamais l'honneur d'une discussion.

Exemple : dans le *Bulletin* n° 5, nous avons écrit : « Parti social-démocrate pour parti social-démocrate, le Parti socialiste français est infiniment supérieur au nôtre », etc. L. Bodin « cite » en supprimant les cinq premiers mots : « Le Parti socialiste français est infiniment supérieur au nôtre », etc., commettant ainsi un véritable faux par amputation.

C'est exactement comme si nous avions écrit : « Comme pianiste, Paderewski est supérieur à Lénine », et qu'en supprimant les deux premiers mots on veuille nous faire passer pour un admirateur des nationalistes polonais.

Jolis procédés du léninisme intégral !

Heureusement, nous en avons vu bien d'autres. On se fait à tout, même à la malhonnêteté des adversaires.

Et nous ne discuterons jamais avec des faussaires

L'Actualité Politique et Sociale

Tous nos commentaires de l'avant-dernière crise ministérielle sont encore valables pour la dernière. Ces crises successives ne sont que des remous à la surface d'une crise plus profonde, celle qui met en contradiction les intérêts du capitalisme français et ceux de l'Etat, et qui enrichit celui-là de l'appauvrissement de celui-ci. Le ministère Briand apparaît comme le digne continuateur des précédents cabinets, par la politique d'expédients qu'il se propose de suivre pour résoudre à la petite semaine les difficultés financières de la France petite-bourgeoise. Le véritable « tournant » dans l'orientation des classes dominantes françaises après la guerre n'est pas encore en vue.

Il n'y a pas de fatalité qui condamne à *bref délai* la bourgeoisie française à la perte de ses privilèges de toutes sortes. Ceux qui se croient révolutionnaires et attendent d'une maturation normale de la crise présente le définitif règlement de comptes de classe à classe commettent l'erreur classique des social-démocrates, de ces mauvais disciples de Marx qui n'ont gardé des enseignements du maître que l'enveloppe de certaines formules, dont le contenu vivant leur échappe. La bourgeoisie peut préserver pour longtemps encore sa suprématie en consentant au sacrifice d'une petite partie de ses biens. Reste à savoir si l'égoïsme à courte vue de certaines catégories bourgeoises ne l'emportera pas sur la conscience éclairée de la bourgeoisie dans son ensemble comme classe.

L'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne d'après-guerre montre à la bourgeoisie française deux façons de se tirer de la situation où elle se trouve aujourd'hui, et ces deux façons-là ne sont pas les seules. L'assainissement de la monnaie n'est pas plus difficile à réaliser en France qu'il ne l'a été en Allemagne et en Russie : toute la question est de considérer *qui fera les frais de la réforme*. Les forces sociales qui imposeront celle-ci et celles qui la subiront seront en conflit plus ou moins violent selon les moyens politiques dont elles disposeront.

Il est clair que si la classe ouvrière n'est pas en mesure de résister, avec des syndicats puissants et un parti politique clairvoyant et actif, aux entreprises de la bourgeoisie grande et moyenne, elle devra se résigner à supporter une part énorme des frais de la réforme financière. Ce qui pose une fois de plus la question de l'état du mouvement ouvrier, et du rôle de son parti d'avant-garde *par définition* (et le fait ne répond pas toujours à la définition).

Les dirigeants du Parti communiste semblent avoir compris l'énormité de la faute commise depuis le jour où ils ont voulu jouer à l'émeute et aux guérillas, ou en tout cas agissent, soit

de leur propre chef, soit par ordre de l'Internationale — hypothèse la plus vraisemblable — comme s'ils s'en rendaient compte. Ils viennent de faire une volte-face en revenant à la politique d'avant la bolchévisation et en proposant un « front unique » à ceux qu'ils considéraient la veille encore comme des « fascistes », aux socialistes et aux réformistes syndicaux. Dans le Parti, il se trouve de nombreux camarades pour dire : « *Mais c'est la politique de l'opposition* », et beaucoup de militants de l'opposition croient qu'en effet leur point de vue prévaut enfin, pour le plus grand bien du Parti.

Cela n'est vrai que dans une certaine mesure. Certes, l'opposition peut et doit voir dans l'évolution actuelle de la direction du Parti un grand succès moral à son actif ; mais elle ne peut et ne doit s'en contenter : car la tactique du front unique, à laquelle semblent se résigner ses adversaires d'étiquette communiste, est loin d'être ce que pensent ceux-ci. Il ne suffit pas d'écrire une lettre ou de publier un manifeste, contenant comme des phrases rituelles : « Nous proposons un front unique », pour se montrer des vrais partisans de l'action commune de tous les travailleurs et des hommes capables de la réaliser. Pour sortir de l'état d'émiettement actuel des forces ouvrières et de la dispersion de leur action, il faut autre chose qu'une formule sacramentelle.

Il faut essentiellement un Parti communiste qui ait une conception claire de la situation générale du pays, de la tournure des événements, des perspectives économiques et politiques possibles et probables — cette conception comportât-elle quelques erreurs secondaires, inévitables — et de l'action à entreprendre dans les conjonctures envisagées. C'est toute la politique, l'attitude, la conduite du Parti qui se trouvent en cause, pour une longue période. Si l'on change d'opinion tous les huit jours, si l'on improvise à tort et à travers des mots d'ordre qui tournent à notre confusion, si l'on se couvre de ridicule et si l'on se rend odieux par des improvisations irresponsables ou des trouvailles cocasses — on aura beau parler ensuite de front unique, il n'y aura pas de front unique possible.

Erratum

La signature G. H. a été placée à tort, dans notre dernier numéro, au bas de l'article sur la « Robienisation » du Parti. Cet article n'était pas signé et doit être attribué à la rédaction. La signature G. H. appartient à l'article intitulé *Pour la réintégration des exclus* et traitant de la situation du Parti en Seine-Inférieure. Cette erreur typographique n'a affecté qu'une partie de notre tirage.

A grands pas vers la social-démocratie

Le ministère Painlevé a été renversé, et à l'heure où nous écrivons ces lignes, on ne sait encore quel sera le dénouement de la crise ministérielle. Mais il est déjà possible de commenter la tactique du groupe parlementaire communiste.

Il a voté contre le gouvernement et pour deux raisons — nous a précisé Cachin — : 1° par opposition systématique à un gouvernement bourgeois ; 2° par sollicitude pour les petits porteurs de bons du Trésor.

La première raison est sans doute discutable. L'opposition systématique à un gouvernement bourgeois ne conduit pas obligatoirement à faire le jeu d'une fraction de la bourgeoisie, de la plus dangereuse, de celle qui porte sur ses épaules les responsabilités les plus sanglantes. Mais cette raison est au moins communiste — dans son esprit, même si elle conduit à des maladresses tactiques.

Elle s'accorde mal, par exemple, avec la précédente attitude du groupe parlementaire s'abstenant dans le vote de l'amendement Raier (suppression du fameux article 5 décidant la consolidation des bons du Trésor). Opposition systématique à tout gouvernement bourgeois, c'est la conséquence normale de l'opposition à l'Etat bourgeois. Mais que penser de ces opposants systématiques qui présentent un projet dont « la prise en considération aurait résolu la crise financière de cet Etat bourgeois » — qui offrent à cet Etat bourgeois le monopole du commerce extérieur, qui se félicitent du vote de députés RADICAUX en faveur de leur projet ? (déclaration du Parti aux Travailleurs — Humanité du 25 novembre).

La seconde raison est nettement anti-communiste. Il est certainement nécessaire de conquérir, ou tout au moins de neutraliser les classes moyennes. Mais il ne faut pas aller jusqu'à se faire les champions de la petite épargne. « Nous n'avons pas, dit Cachin, à en être les fossoyeurs. » Le grand capitalisme se charge, en effet, de cette besogne et, par là, il travaille pour nous. Ne l'en remercions pas ; mais ne nous associons pas non plus à ces conservateurs ignares qui gémissent sur les lois de l'évolution économique dont notre doctrine est nourrie. Il faudra que la petite épargne soit détruite ; il faudra que la petite bourgeoisie soit prolétarisée, pour que nous ayons chance de la conquérir, de l'associer aux destins de la classe ouvrière. Voter pour la suppression

de l'article 5, « c'était obliger l'Etat bourgeois à respecter la parole donnée ». Ainsi, nos députés communistes se transforment en gardiens de l'honneur de la Bourgeoisie au pouvoir. Curieux opposants systématiques, si jaloux de la probité de leur ennemi. C'est pousser un peu loin la magnanimité !

D'ailleurs, il faudra trouver de l'argent pour rembourser ces porteurs de bons. Et comme l'Etat bourgeois n'est pas aussi chevaleresque que nos opposants systématiques, c'est par les méthodes d'inflation et d'impôts qu'il cherchera à s'en procurer. On donnera à la petite épargne ce qu'on aura enlevé « aux petites gens » (style Cachin ; on pourra chercher longtemps une telle expression dans Marx).

Le groupe parlementaire n'aurait, paraît-il, voté cette suppression de l'article 5 qu'en signe de protestation contre la manœuvre — favorisée consciemment ou non par Painlevé — des gros porteurs de bons du Trésor, transformant ceux-ci en bons de la Défense Nationale.

Mais il s'est fait, par son vote, le complice inconscient d'une autre manœuvre de grande envergure, que Renaudel et Painlevé ont déjouée discrètement : celle des spéculateurs jouant à la baisse, et auxquels la chute du ministère a fait gagner plusieurs dizaines de francs par bon. En face de ces luttes de groupes financiers, le Parti Communiste avait un devoir : l'abstention — l'abstention parlementaire qui n'est pas synonyme de passivité ou de superbe isolement.

En dégageant sa responsabilité, il pouvait, par une agitation intense, démontrer à la classe ouvrière et aux classes moyennes que l'Etat bourgeois manque à tous ses engagements, qu'il ne mérite aucune confiance, qu'il a perdu toute indépendance et toute dignité. Mais allez donc engager une telle action, lorsque l'attention est captée par la comédie parlementaire...

Nous autres, nous disons — depuis un an — que le danger réactionnaire dit « fasciste » est sérieux, mais nous n'avons jamais dit que le mouvement entraînait dans sa période tragique. Nous savons que les conditions politiques et économiques qui le conditionnent ne sont pas encore là. Mais ceux qui croient à l'imminence du péril et qui poussent la « prévoyance » jusqu'aux limites de l'affolement, devraient étudier sérieusement les possibilités de réaction du prolétariat, avant de favoriser un emballement pro-« fasciste » des masses.

Or, la chute de Painlevé — si le fascisme était vraiment là (ce qui n'est pas) pourrait provoquer une nouvelle « marche sur Rome ». On s'en est aperçu et l'on semble décidé aujourd'hui à soutenir un gouvernement de gauche « anti-fasciste ». Il serait trop tard, s'ils avaient prévu juste. Heureusement pour eux et pour le prolétariat, c'est nous qui avons raison et qui avons vu clair.

Il serait d'ailleurs abusif de notre part de chanter victoire, à propos de ce changement de tactique du P. C. Déjà si défigurée par les acrobaties verbales du 5^e Congrès, la tactique du front unique risque de perdre toute valeur, en se transformant en opérations parlementaires.

On sait avec quel mépris furent accueillies les thèses de l'opposition sur le gouvernement ouvrier et paysan. On déclarait solennellement que ce mot d'ordre était le « pseudonyme » de la dictature du Prolétariat. Nous sommes bien loin aujourd'hui de ces formules dangereuses. L'autre danger — aussi grave — est là. Cachin reprend la phrase de Paul-Boncour sur le gouvernement de Salut Public et précise : « Mais c'est justement là le gouvernement ouvrier et paysan ! » Voilà nos gens influencés par la comédie jacobine d'un « Robespierre » pour clubs mondains et coulisses théâtrales. Le Salut Public ! Nous en sommes-là ! Pourquoi pas « l'intérêt général » ?

Pour nous, il n'existe que l'intérêt de classe que le salut du Prolétariat. Que les Social-Démocrates s'efforcent de tirer l'Etat bourgeois du nétrin, c'est leur mission historique ! Un parti ouvrier doit s'attacher à dégager les salariés d'une situation que les folies bourgeoises ont créée. Encore une fois, il ne s'agit pas d'être passifs ! Les salaires ouvriers sont déjà menacés, une crise artificielle de chômage peut être provoquée par le Patronat, les fonctionnaires seront les premiers à souffrir des embarras de la Trésorerie. Il faut mettre en avant les revendications immédiates, la défense des intérêts actuels des travailleurs. C'est sur cette base que l'on doit proposer le front unique, non seulement aux socialistes, mais, surtout en premier lieu, aux syndicats réformistes.

Nous n'en sommes pas encore à la période de faillite politique de l'Etat bourgeois. Mais si nous en étions là, que tenter avec un prolétariat divisé, inorganisé, inconscient de ses devoirs de classe ? N'est-ce pas la première question qu'il faut se poser ? — Et nous pouvons y répondre en une formule, dans le style des bolchéviks : « 95 % d'action syndicale, 5 % d'agitation parlementaire » — résumé d'un programme contraire à l'esprit et aux buts d'un parti « social-démocratisé ».

Roger Hairius.

Entre camarades

La mise en pages du *Bulletin* plus encore que l'abondance des matières ne nous donne pas toujours la possibilité de causer de nos affaires de famille. Il faut un petit coin. Quand les articles emplissent entièrement les pages, il n'y a pas de coins disponibles.

Le *Bulletin*, à son numéro 7, se porte assez bien. Nous ne racontons pas ici de blagues à la manière des gens d'en face. Nous ne savons pas multiplier les chiffres par 5 ou par 10 quand il s'agit de constater un état de fait. Notre tirage est de 2.000 : nous disons 2.000. Qu'on en fasse autant au Parti en évaluant les effectifs et l'on verra plus clair dans la situation.

Nous n'avons pas intérêt à nous tromper nous-mêmes. C'est pourquoi nous devons signaler à nos amis que la vente du *Bulletin* n'est pas encore organisée dans des régions ouvrières importantes comme l'Est, la Loire, et même certains centres de la banlieue parisienne. Prière de nous signaler les camarades susceptibles de s'occuper du *Bulletin* dans ces régions.

L'ambition du *Bulletin* est limitée et modeste. C'est pourquoi nous devons pouvoir la satisfaire.

Nous ferons de la « Déclaration » publiée en tête de ce *Bulletin* un tirage à part, en feuille volante, s'élevant pour commencer à 100.000 exemplaires. Nos amis distribueront ces tracts dans les réunions et meetings. Prière de nous envoyer immédiatement les commandes. Nous augmenterons le tirage selon les desiderata des camarades.

Les amis du *Bulletin* se réunissent chaque vendredi à 21 heures, 123, rue Montmartre. Les camarades disponibles ce soir-là sont cordialement invités à prendre part à nos discussions.

On nous a demandé, de divers côtés, de préciser notre pensée, exprimée dans la phrase suivante (article de tête du n° 5) : « ...la baisse du tirage de notre presse (laquelle n'existe plus que grâce à l'aide extérieure) ». Il paraît que des fonctionnaires du Parti d'un ton stylés en déforment le sens naturel, dans les « rayons », pour faire croire que nous reprochons au Parti de recevoir l'aide de l'Internationale.

Comment notre phrase pourrait-elle avoir ce sens puisque nous avons reçu nous-même cette aide-là, bien avant les dirigeants du Parti d'aujourd'hui ? Nous n'avons pas pour habitude de trouver bon de faire nous-même ce que nous reprochons à d'autres.

La solidarité internationale est une chose si normale pour des communistes que son principe ne peut même pas être mis en question.

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Nous disons que notre presse n'existe plus que grâce à l'aide extérieure, parce que c'est un fait d'extrême importance dans la chute générale du Parti. Jusqu'au début de 1924, l'*Humanité* soutenait toutes les œuvres du Parti. Maintenant, c'est elle qui a besoin de ballons d'oxygène. La bolchévisation a tué l'*Humanité*, le plus grand journal communiste du monde. Ce n'est pas le moindre de ses méfaits. Lourde est la responsabilité de ceux qui ont fait cette besogne-là. Les ouvriers français ne font plus pour l'*Humanité* ce qu'ils ont fait autrefois, parce que ce journal n'est plus leur journal mais celui d'une coterie bureaucratique.

Les dirigeants du Parti n'ont moralement pas le droit de faire état même de leurs statistiques falsifiées, puisque le journal n'existe que grâce à des moyens artificiels. Voilà ce que signifie le bout de phrase que des fonctionnaires zélés cherchent à dénaturer.

Nous sommes si à l'étroit dans notre petit *Bulletin* qu'il nous faut une fois de plus, devant les exigences de l'actualité, sacrifier de nos rubriques. Cette semaine, c'est la *Chronique de la vie soviétique* et celle des *Livres, Revues et Journaux* qui sont renvoyées.

Vaudrait-il mieux doubler le nombre de nos pages, en doublant le prix du numéro, et ne paraître que chaque quinzaine ?

Que nos amis donnent leur avis.

Kautsky contre Trotsky

Le porte-parole le plus qualifié du socialisme contre-révolutionnaire, Karl Kautsky, a publié dans le *Messenger Socialiste* de Berlin (numéro 100) un article consacré aux « Leçons d'Octobre » de Trotsky. Les commentateurs officiels du communisme à la mode de 1924 se sont gardés d'y faire allusion. Pourtant, il présente un indéniable intérêt. Mais c'est peut-être la raison, précisément, d'un tel silence...

On ne saurait attendre de Kautsky qu'il apprenne désormais quelque chose. Il y a beau temps qu'il s'évertue à oublier ce qu'il a appris autrefois. Les « Leçons d'Octobre » lui ont inspiré des pages dont le mérite réside dans une saisissante expression du menchévisme intégral. En quoi elles forcent l'attention.

D'autant plus que la discussion de Kautsky, assez serrée, est dépouillée de ces artifices qui encombrant si lourdement la « littérature » socialiste — et souvent, hélas, communiste — de ces dernières années. On n'y trouve pas d'erreurs de fait calculées, de citations falsifiées, de témoignages suspects, — toutes choses qui pullulent dans la prose de certains polémistes de bas étage du « socialisme » de 1914 et du « léninisme » de 1924. Le réformisme s'y étale à l'état le plus pur.

Kautsky prétend que la défaite de Trotsky, dans la crise du Parti de 1924, démontre non pas la force, mais la faiblesse du régime bolchevik. C'est ce qu'il faudrait justement prouver. Le mandarin socialiste argumente comme suit :

« Les maîtres actuels de la Russie, cette fois, n'ont pas châtié une opposition extérieure, mais une opposition dans leurs propres rangs, celle de l'homme qui, avec Lénine, a créé la dictature, l'a établie théoriquement et pratiquement, alors que la majorité des puissants d'aujourd'hui firent montre — et avec juste raison — d'hésitation et de doute. »

« Trotsky, poursuit Kautsky, parle avec mépris du « crétinisme parlementaire » des social-démocrates. » Mais Engels, créateur de cette expression (1), la comprenait d'autre façon. Trotsky, lui, a subi la contagion du crétinisme, mais non pas du crétinisme parlementaire : c'est de crétinisme militaire qu'il est atteint. *« Trotsky croit que tous les problèmes contemporains peuvent être résolus par la force armée. Il a même voulu remettre en marche l'industrie arrêtée de la Russie Soviétique au moyen d'une militarisation absolue. »*

Et après avoir insisté sur ce point, Kautsky ajoute : *« Dans son dernier livre, il veut tirer les « leçons de la révolution », mais pour cela, les facteurs économiques et sociaux ne l'intéressent pas, les seuls facteurs militaires l'intéressent ».*

(1) C'est dans le livre de Marx : *Révolution et Contre-Révolution en Allemagne*, qu'on la trouve, mais on sait maintenant que les articles réunis dans cet ouvrage sont de la plume d'Engels.

Ce qui frappe immédiatement dans cette argumentation de Kautsky, c'est qu'elle reproduit mot pour mot celle des dirigeants de l'Internationale. Kautsky parle exactement comme « l'appareil ». Non seulement il approuve l'attitude de Zinoviev en octobre 1917, mais il en confirme tous les arguments d'octobre 1923 et d'octobre 1924.

Ici, une parenthèse s'impose. Nous ne pensons nullement que l'opinion d'un adversaire doive forcément contredire en tous points celle de son antagoniste. Si Kautsky dit que deux et deux font quatre, Zinoviev n'est nullement tenu de prétendre que deux et deux font cinq. Ce sont nos dirigeants actuels qui ont introduit dans nos discussions l'argument inopérant : il parle comme nos ennemis. Nous, nous nous croyons tenus d'examiner toute critique intéressante, même si l'ennemi la partage ou la propage. Est-ce que l'œuvre de Marx n'est pas pleine de citations des économistes bourgeois ? Est-ce que Lénine se gênait pour cingler son propre parti des critiques les plus violentes, dont la presse capitaliste s'emparait en les approuvant ? Toute la question est de savoir de quel point de vue la critique se place, et quel intérêt il sert.

Or, Kautsky, l'homme qui, par excellence, se place au point de vue du réformisme, et sert le mieux inconsciemment les intérêts de la bourgeoisie, se donne la peine d'écrire un long article pour soutenir l'opinion même des « léninistes » : à savoir que Trotsky aborde toutes les questions « à la militaire », qu'il s'agisse de l'industrie ou de la prise du pouvoir. Cela ne prouve pas encore que cette opinion soit fautive. Qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous ne disons pas. Nous constatons. Mais cela prouve que les hommes capables d'avancer que Trotsky est approuvé par les social-démocrates affirment le contraire de la vérité. Ce sont les adversaires de Trotsky qui reçoivent l'approbation de l'interprète le plus authentique de l'opinion de la social-démocratie. Et cela, non à propos d'aspects secondaires de la question débattue, non au sujet de faits matériels constatés par n'importe quel dictionnaire. Kautsky ne se borne pas à noter que la Néva arrose Léninegrad, ni que la révolution d'Octobre eut lieu en octobre ; sa thèse du « crétinisme militaire » de Trotsky est une formule claire et ramassée qui contient exactement tout ce que les suiveurs de la majorité délayèrent dans leurs diatribes d'octobre 1923 et d'octobre 1924.

Kautsky discute ensuite l'usage que fait Trotsky (et qu'a fait Lénine, aussi) des paroles bien connues de Marx et d'Engels sur l'art de l'insurrection : *« L'insurrection est un art au même titre que la guerre ou n'importe quel autre art et soumis à de certaines règles dont la négligence entraîne la ruine du parti qui s'en*

rend coupable » (2). Kautsky se garde de discuter cela, mais affirme qu'on doit entendre à la lettre ce qui suit : « *Premièrement, ne jouez jamais avec l'insurrection si vous n'êtes pas décidé à affronter toutes les conséquences de votre jeu...* » « *Deuxièmement, une fois entrés dans l'insurrection, agissez avec la plus grande détermination et prenez l'offensive.* » D'après Kautsky, on doit s'en tenir soigneusement à ces deux formules, qu'il sépare de leur contexte. Et il prétend donner à la seconde cette signification : l'insurrection dont il s'agit est celle qui surgit spontanément. Trotsky a tort parce que « *l'art de l'insurrection, pour lui, est avant tout l'art de soulever l'insurrection* » : « *mais de cela Engels ne dit rien* ». Puisque Engels ne dit pas expressément : on doit déclencher l'insurrection, puis la mener, cela veut dire qu'il ne faut mener l'insurrection qu'après sa naissance spontanée, élémentaire.

Là encore, on est frappé de la similitude évidente de ce « marxisme » de 1914 avec le « leninisme » de 1924. Les méthodes sont identiques : elles consistent à s'emparer de la lettre, en méconnaissant l'esprit. On découpe deux phrases, on les cite, on les répète. Tout ce qui n'est pas dans ces formules est hétérodoxe.

Kautsky, en l'occurrence, essaie de donner des raisons. Mais elles ne valent rien. Si Engels n'a pas dit telle ou telle chose, il n'a pas dit non plus le contraire. Et Engels n'a pas prétendu dire le dernier mot des questions qu'il traitait. Trois quarts de siècle après les paroles d'Engels, ses disciples ont non seulement le droit, mais le devoir, de le continuer, de le compléter, voire au besoin de le corriger ou de le démentir *pourvu qu'ils s'inspirent du même esprit*. De plus, la phrase tronquée reconstituée par nous parle en toutes lettres du parti de la révolution et de ses responsabilités, non d'une insurrection anonyme. Et tout le contexte d'Engels est là qui donne raison à Trotsky (et à Lénine aussi, par la même occasion). Tout y concerne la volonté, le calcul, l'intelligence de la situation, la stratégie et la tactique, c'est-à-dire exactement le contraire de ce qui caractérise l'insurrection élémentaire, spontanée, instinctive, chère à Kautsky (3).

Celui-ci se borne à déclarer qu'Engels écrivait à l'occasion de l'insurrection badoise de 1849, qui fut instinctive. Encore une fois, en quoi Engels était-il tenu de limiter ses enseignements aux cas de même nature ? Le texte entier prouve précisément que l'auteur s'est efforcé de dégager des règles générales valables pour toute insurrection.

Kautsky oublie encore un de ses devoirs essentiels : celui d'établir qu'il n'y avait pas de mouvement spontané, instinctif, de la masse russe, en Octobre 1917. De cela, il ne dit mot, alors que la connaissance du soulèvement soviétique ne permet pas de douter : la masse

était en état d'insurrection et menaçait même de déborder le Parti bolchevik. C'est pourquoi Lénine répéta si souvent sa formule : « *Maintenant ou jamais !* » En vieux routier de la controverse, Kautsky sent la nécessité de donner ici un semblant d'argument, mais il tait le principal : Lénine et Trotsky, écrit-il, « *propageaient et menaient l'insurrection armée avec leur secte contre tous les partis ouvriers, — et d'ailleurs, comme le montre Trotsky, contre l'opposition d'une partie importante de leurs propres partisans qui doutait avec raison de l'efficacité d'une telle sorte de guerre civile avant de goûter elle-même à la tentation du pouvoir* ». Qu'est-ce que tout cela prouve ? Si certaines personnalités communistes étaient contre l'insurrection, il n'empêche que la masse était pour. Et le mérite de Lénine et de Trotsky fut de le comprendre, de se placer à la tête du mouvement et de le conduire victorieusement. Pas de masse en mouvement, pas d'Octobre. Pas de direction intelligente, pas d'Octobre. Voilà bien les « leçons d'Octobre », — auxquelles Kautsky n'a rien compris.

Il y a encore bien d'autres choses qu'il n'a pas comprises. Par exemple, il accuse Lénine et Trotsky d'avoir voulu établir leur pouvoir personnel sur la Russie. C'est exactement l'accusation de nos majoritaires contre Trotsky. Pourtant, la vérité est tellement différente ! Trotsky, comme Lénine, a voulu établir la *démocratie ouvrière*, c'est-à-dire tout le contraire d'un pouvoir personnel... Cela lui a valu les coups acharnés de ceux qui ont, eux, exploité des circonstances favorables pour imposer la dictature de leur bureaucratie, et dont Kautsky reprend les refrains...

« *Qu'un homme comme Trotsky — poursuit notre auteur — qui avec tous ses défauts domine de si haut ses adversaires bolcheviks et qui a tant fait pour l'Etat bolchevik, puisse être liquidé si vite et sans douleur, c'est évidemment stupéfiant. Certes, il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire que Patrocle, et Achille lui-même, tombassent au combat, et que Thersite s'en retournât sain et sauf. Il est arrivé aussi plus d'une fois que Thersite, en duel, l'emportât, grâce à une malpropre perfidie, sur Achille. Mais qu'Achille appellât Thersite en combat singulier et se rendît sans combat aux premiers signes de résistance, — voilà qui n'est sans doute jamais arrivé dans l'histoire...* » Le pauvre Kautsky extravague, en guise de conclusion. Le parallèle avec Achille et Thersite pouvait tenter ; mais encore faudrait-il respecter les faits qu'on prétend éclairer. Non seulement Trotsky n'est nullement « liquidé », mais il ne s'est d'aucune façon « rendu », car il n'a pas rétracté un mot de ses opinions. Que cela plaise ou non, c'est ainsi. Et puis, où sont « les facteurs économiques et sociaux », dans tout cela ? Comme nos actifs censeurs, Kautsky reproche arbitrairement à Trotsky d'oublier ces fameux facteurs, au moment même où il en fait fi avec désinvolture...

Ce qui est décidément bien « liquidé » et bien « rendu », c'est le marxisme de Kautsky. On le savait déjà. Constatons-le une fois de plus.

Boris Souvarine.

(2) La citation de Kautsky est incomplète, s'arrêtant à « règles ». Nous la rétablissons intégralement, et l'intérêt de cette reconstitution sera difficilement contestable.

(3) Nous pourrions citer la page entière, mais ce n'est pas l'objet de l'article. Cf. pages 182 et 183 de l'Édition française, trad. Laura Lafargue.

Le Mouvement ouvrier international

ALLEMAGNE.

Le retour de Clara Zetkin

A mesure que se dissipe le cauchemar de la « bolchévisation » du Parti communiste allemand, c'est-à-dire de sa dégradation et de sa destruction par d'irresponsables démagogues, un état de choses tendant vers la normale se rétablit. Le retour de Clara Zetkin dans son pays, dans son parti, est un événement dans le processus de « normalisation » inauguré en septembre par l'Exécutif.

Le vieux Bebel, le « lion » du socialisme allemand, qui connaissait bien son parti et n'avait pas d'illusions sur son personnel dirigeant, disait : « Il n'y a que deux hommes dans la social-démocratie, Rosa Luxembour et Clara Zetkin. » C'est contre ces deux « hommes » là que les bolchévisateurs se sont le plus acharnés.

Rosa Luxembour n'étant plus de ce monde pour recevoir leurs outrages, c'est à sa mémoire que s'en prirent les léninistes de 1924 et ce sont ses plus proches disciples et compagnons de lutte, Brandler et Thalheimer, qui subirent le choc. Contre Rosa Luxembour, il a paru, dans la feuille de la fédération berlinoise, des choses à peine croyables. Quant à Brandler, il ne faut pas oublier qu'au début de 1924, des fanatiques de la « gauche », chauffés à blanc par Ruth Fischer, le cherchaient pour l'assassiner. Les dirigeants du Parti russe sauvèrent la vie de Brandler en le convoquant clandestinement à Moscou et en l'y gardant.

Quant à Clara Zetkin, objet d'une haine particulière de Ruth Fischer, la bolchévisation l'élimina de la direction du Parti et de l'Internationale. Il fallut des ordres catégoriques de l'Exécutif pour l'imposer comme candidate au Reichstag. Et tout cela parce que Clara s'était refusée à tremper dans les manigances contre Radek et Brandler, dans la campagne contre Trotsky.

Clara n'était nullement solidaire de toute la politique de Brandler, pas plus que nous, d'ailleurs, accusés également de « brandlérisme ». Mais, comme nous, elle ne voulut pas s'abaisser à faire de trois ou quatre camarades les victimes de fautes commises par l'Exécutif lui-même et par tous les militants du Parti allemand. Elle conserva son indépendance d'appréciation, critiquant ce qu'elle jugeait critiquable sans se soucier d'abattre des boucs émissaires ou de favoriser les « nouveaux riches » d'une vague de démagogie. Cela suffit pour la retrancher de la Centrale allemande et de l'Exécutif comme représentant du Parti allemand. Mais, contre la volonté de la Centrale allemande, nos camarades russes, ne voulant pas priver l'Exécutif de l'autorité attachée au nom de Clara Zetkin, imposèrent celle-ci comme déléguée du « secrétariat féminin » (*sic*).

Devant la discussion du Parti russe, Clara adopta également une attitude très digne, refusant de changer, en vingt-quatre heures, d'opinion à l'égard de Trotsky et de se prosterner devant les puissants du jour. Quant Zinoviev lui proposa de prendre la parole à l'ouverture du V^e Congrès, à condition de condamner l'opposition, elle refusa net. Ce qui n'empêcha pas la *Pravda*, au lendemain de la séance, de raconter que Clara avait condamné l'opposition ! O léninisme de 1924, voilà bien de tes coups...

La presse communiste officielle a fait le silence autour du message envoyé par Clara au Congrès

de bolchévisation et d'aberration de Francfort. Mais il n'empêche que les idées alors exprimées dans ce document ont reçu l'éclatante justification des événements. Le point de vue de Clara, naïvement qualifié « de droite », prévaut aujourd'hui. Et il serait bon de se reporter à ce document pour comprendre pleinement le sens du retour de Clara en Allemagne.

Le mot connu de Staline : « Je donnerais cent Maslov et cent Ruth Fischer contre un seul Brandler », laissait prévoir que le règne des parvenus de la démagogie serait de courte durée. De nombreux incidents le confirmèrent. Quand Wilhelm Herzog vint à Moscou et montra à Staline les effets désastreux de la campagne menée contre Trotsky dans toute l'Internationale, Staline lui donna une interview qui jeta la consternation dans le camp des bolchévisateurs à outrance. Bela Kun fut envoyé par Zinoviev auprès de Staline pour demander quelques modifications de texte. Les dirigeants du Parti allemand résistèrent longtemps à l'ordre de publication de l'interview. Des brutes « de gauche » se livrèrent même à une agression contre Herzog et le frappèrent au visage.

Tout cela ne pouvait empêcher de décider le « cours nouveau ». Les défaites successives du Parti dans tous les combats, la perte de deux millions de voix aux élections, l'élimination de toute influence communiste dans les syndicats, l'élection d'Hindenburg assurée par le Parti, la désagrégation de celui-ci sous la dictature des démagogues, décidèrent l'Exécutif à brusquer la « normalisation ». Le X^e Congrès allemand adopta apparemment les « propositions » du délégué de l'Exécutif. Mais, quand Manouïlsky exigea la nomination de Clara et de quelques autres « droitiers » à la nouvelle Centrale, la proposition fut repoussée par l'appareil bolchévisé, à l'unanimité contre 4 voix et 8 abstentions (chiffres donnés par Karl Jannak, exclu du Parti). C'est ce qui décida de l'opération chirurgicale que l'on sait.

On avait trop bien fait les choses... Après avoir bolchévisé, il fallut déchanter, il fallut débolchéviser. Tant il est vrai que la raison finit toujours par avoir raison.

Et la raison aura raison, en France comme en Allemagne. Une hirondelle ne fait pas le printemps : mais le retour de Clara, au début de cet hiver, peut donner à espérer que les plus sombres heures de la crise du communisme international sont passées, et que des temps meilleurs approchent.

Réintégration des exclus

On sait que Ruth Fischer et Maslov avaient largement usé et abusé de l'exclusion contre leurs contradicteurs, comme les sous-Fischer et les sous-Maslov en France, s'acharnant particulièrement sur les fondateurs du Parti, les ouvriers spartakistes.

C'est ainsi que furent chassés du Parti des militants éprouvés comme Willy Deysen, Hans Brodmerkel, Hans Stein, Hogreve, Dantz, — de Brême ; Hans Holm, Hans Westermann, Gustav Faber, — de Hambourg ; Prepler, — de Kiel ; Bernhard Karge, — de Neumunster ; Karl Jannak, — de Remscheid ; Völker, — de Hamborn, etc.

En imposant le « cours nouveau » au Parti allemand, l'Exécutif a exigé la révision des exclusions. Les camarades exclus sont actuellement réintégrés, ou vont l'être. Une opposition s'est ma-

nifestée à la réintégration de Karl Iannak, dont les « lettres » imprimées n'ont pas eu l'heur de plaire à tous. Souhaitons que Iannak ne reste pas hors de son parti.

A quand le « cours nouveau » du Parti français ?

ANGLETERRE.

Condamnation des communistes

Nos camarades anglais, poursuivis dans les conditions les plus arbitraires devant un tribunal aux ordres du gouvernement conservateur, ont été condamnés à des peines qui font scandale et provoquent même la protestation des leaders du Labour Party, pourtant peu suspects de complaisance à l'égard des communistes.

Inkpin, Rust, Pollitt, Hannington et Gallacher sont condamnés à un an de prison. Wintrigham, Mac Manus, Murphy, Cant, Page Arnot, Bell et Campbell, à six mois.

Ce sont tous les militants de premier plan de notre petit Parti qui sont ainsi hors d'état de travailler.

Le gouvernement conservateur, qui a su conduire assez habilement sa politique internationale, multiplie les sottises à l'intérieur. Son acharnement à traquer les communistes trahit la crainte qu'il éprouve à voir approcher le moment où la question minière reviendra sur le tapis. En mai, la Grande-Bretagne devra, ou nationaliser les mines, ou subir une formidable secousse sociale dans laquelle l'aile gauche des Trades Unions, à tendances syndicalistes, entend jouer un rôle prépondérant. C'est évidemment pour mettre les communistes hors des événements qui se préparent que le gouvernement tory vient de faire son mauvais coup.

Ce n'est pas seulement un acte abominable : c'est, du point de vue conservateur, une faute. Dans les circonstances où elle s'est produite, le Parti communiste bénéficiera de la répression. Déjà, un très large et très puissant mouvement de solidarité se dessine dans le monde ouvrier britannique. Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre.

FRANCE.

Enquête sur l'organisation

Tous les témoignages concordent pour établir que le Parti n'est plus que l'ombre de lui-même : mais beaucoup de camarades attribuent au nouveau type d'organisation des dégâts plus funestes encore qu'à la nouvelle politique suivie depuis la crise russe de 1923-24.

En réalité, politique et organisation, ici, sont inséparables. La « bolchevisation » eût été impossible sans la suppression de la démocratie ouvrière dans le Parti et des organismes qui permettaient à la masse de faire sentir son influence. Et il semble aujourd'hui que la nouvelle organisation soit condamnée en même temps que la nouvelle politique, par ce qui reste du Parti, dont la patience est à bout.

De tous côtés s'élèvent des voix réclamant la reconstitution des anciennes sections. Beaucoup de camarades, qui croient prématuré de prononcer le mot de « sections », emploient à la place une autre expression. Cependant, le besoin de l'organisation sur une base territoriale se fait si vivement sentir que la coercition bureaucratique ne peut plus empêcher des minorités conscientes d'exiger le changement.

Mais la bureaucratie elle-même a senti l'urgence de certaines concessions, sous la pression « du rang et de la file » pourtant bien apeurés, et a créé des « sous-rayons » territoriaux, après avoir dû créer des « groupes de travail » pendant les élections municipales. Signe des temps...

L'opposition révolutionnaire du Parti, que les fonctionnaires ont l'ordre d'appeler « droite », comme si le mot pouvait créer la chose, a esquisé un projet de réforme organique présenté par Lorient et Hairius (et déjà cité ici). Mais d'autres camarades de l'opposition vont plus loin que les signataires du projet et estiment nécessaire le retour aux sections, étant entendu que les quelques cellules vraiment existantes et ayant démontré leur vitalité seraient conservées comme ramifications du Parti dans les fortes entreprises.

Des militants du Parti pressent le *Bulletin Communiste* de prendre position et d'entreprendre une campagne à ce propos. Il nous paraît que mieux vaut, d'abord, ouvrir une enquête là-dessus auprès des camarades qui ont l'expérience nécessaire : des réponses qui seront faites se dégageront certainement des idées générales communes à tous ceux qui envisagent le problème d'une façon désintéressée.

Nous invitons donc les camarades ayant réfléchi à la question de notre organisation de Parti à faire part de leur opinion dans les colonnes du *Bulletin Communiste*, les seules qui soient ouvertes aux communistes non bureaucratés.

Quant au *Bulletin*, il donnera quelques éléments d'appréciation, en attendant de dégager de l'expérience de tous une conception commune.

L'idée d'organiser les communistes parallèlement à l'organisation industrielle est excellente en théorie. Elle n'a d'ailleurs pas été émise par les artisans de la « bolchevisation », lesquels n'ont rien inventé, pas même leurs déviations, pas même leurs erreurs. L'I. C. avait adopté encore avant le 4^e Congrès les idées directrices de l'organisation par entreprises. Mais au 4^e Congrès, Lénine vint et fit observer que les résolutions prises ne valaient rien pratiquement parce qu'elles ne faisaient que copier les résolutions russes correspondantes. Et telles idées, qui trouvent une application féconde dans un pays, s'avèrent stériles quand on les introduit dans d'autres pays de structure économique, de composition sociale, de conditions politiques et historiques différentes.

En cette affaire comme dans toutes les autres, les mauvais copieurs de Lénine se sont révélés détestables disciples de celui dont ils se réclament bruyamment sans y avoir aucun droit. Ils ont imité servilement les bolchéviks, depuis le 5^e Congrès, en ne tenant aucun compte de ce qui conditionne la réussite.

Les « alvéoles » du Parti communiste russe, appelées ailleurs noyaux ou cellules, ont connu en Russie deux sortes de régimes de longue durée : celui du tsarisme, avec ses conditions d'illégalité et de conspiration révolutionnaires, et celui de la révolution, avec le monopole de la légalité pour les communistes et la protection de l'Etat. Ni l'un ni l'autre de ces régimes n'existent en France. C'est un premier fait essentiel, négligé par les destructeurs du Parti français.

Le second fait essentiel, c'est la différence de formation des structures industrielles. En Russie, le capitalisme s'est développé tardivement et rapidement, créant des entreprises considérables en quelques années, et rassemblant en hâte un prolétariat auquel il fallait donner l'habitation en même temps que le travail. D'où la construction de « casernes » ouvrières à côté des usines. Les

travailleurs, dans leur grande majorité, logent à quelques mètres du lieu de travail. En France, la concentration de l'industrie coexiste avec la dispersion des logements ouvriers, dans la plupart des agglomérations. Et dans certains centres où les cités ouvrières voisinent avec les ateliers, elles sont la propriété des firmes exploitantes, sous leur surveillance et domination.

Ajoutons à cela la faiblesse numérique du Parti et son faible pourcentage de composition réellement prolétarienne. Il n'en fallait pas tant pour vouer à l'échec la tentative de transformation en « cellules ».

Mais comme s'il n'était pas suffisant de se heurter à des difficultés naturelles quasi insurmontables, les « bolchévisateurs » se sont ingénies à compliquer leur tâche jusqu'à la rendre irréalisable. Pour obtenir quelques résultats dans l'entreprise de transformation, il eût fallu appeler le concours de tous, favoriser la bonne volonté, l'initiative, l'émulation. On a fait exactement le contraire.

On a vu, dans la transformation du Parti, le plus sûr moyen de « tenir en main » les troupes, de mater les récalcitrants, d'étouffer toute opposition, toute critique, toute velléité de penser sans ordres supérieurs. Une caste de fonctionnaires s'est constituée qui, régnant par des procédés sans grandeur et les pires moyens subalternes, prétend incarner le Parti, la classe ouvrière, la Révolution, et le reste, et crie qu'on l'assassine quand on se permet de l'égratigner. C'est elle qui a « réorganisé » le Parti à sa façon, suivant ses convenances, ses intérêts de coterie, ses considérations bureaucratiques. Elle a « réorganisé », c'est-à-dire désorganisé. Elle a détruit l'ancienne organisation, besogne relativement facile, et n'a rien créé de sérieux ni de durable à la place, ré-parlant les membres au gré de ses petits calculs, plaçant ses créatures selon de savantes et misérables combinaisons, méprisant l'intérêt du Parti pour satisfaire son intérêt de clan.

Le résultat est sous les yeux de tous : la plupart des cellules n'existent que sur le papier et celles qui existent sont squelettiques. Tous les camarades de bonne foi le reconnaissent. Là où le Parti a conservé ses forces, c'est là où les anciennes sections ont été baptisées « cellules ».

Les bolchévisateurs ont tout fait pour faire échouer l'expérience. Ils ont réussi. Maintenant, dans la fatigue et le désarroi des militants traités en cobayes, ils cherchent à masquer l'échec. C'est peine perdue. Tout ce qui pense et qui vit encore, dans le Parti, réclame, en même temps que le retour à la politique d'avant la mort de Lénine, la réforme radicale des méthodes d'organisation et de direction, le retour à la démocratie ouvrière, le groupement territorial, le droit de discussion et de vote, l'élection des fonctionnaires, de vraies conférences et de véritables Congrès.

La parole est aux camarades qui croient l'heure venue de faire entendre la voix des adhérents, trop longtemps étouffée par les fonctionnaires.

Les aveux commencent

Un camarade de la région parisienne nous écrit ce qui suit :

Paris, 25 novembre.

Hier avait lieu au siège du Parti la conférence des secrétaires de cellules : j'évalue à 150 le nombre des présents ; pour une fois, les camarades se sont, comme tu le vois, dérangés.

Un dirigeant du Parti nous a fait une conférence sur le fascisme et a déclaré ce qui suit :

« Il y a un an, le Parti a fait une faute de tactique (ce n'est pas, a-t-il dit, que la droite ait eu raison) ; nous avons exagéré la puissance du fascisme. Permettez-moi

cette expression militaire : nous avons dirigé notre 420 sur le fascisme et notre fusil-mitrailleur sur le Cartel des gauches, alors que c'est le contraire qu'il eût fallu faire.

Je crois utile d'épingler ce nouvel aveu du chef de file des bolchévisateurs.

Il y a là non seulement un aveu mais une nouvelle énormité. Car les dirigeants du Parti n'ont fait qu'une seule et même campagne contre le soi-disant fascisme et le Bloc des gauches qu'ils identifiaient. Et ils ont fait ainsi le jeu de la pire réaction. Même quand ils commencent à avouer, ils continuent de ne rien comprendre à la vraie tactique communiste.

Un « rayon » de la région parisienne

C'est du 40^e qu'il s'agit. Le nombre seul serait un indice de la force de notre Fédération s'il était autre chose que deux chiffres sur du papier.

Les communes de Nanterre, Rueil, La Celle-Saint-Cloud, Vaucresson, Bougival, Croissy, Châtou et le Vésinet, groupées arbitrairement par un fonctionnaire du 120 de la rue Lafayette, sans tenir aucun compte des divisions administratives et des facilités de communication, constituent le domaine de ce rayon.

Par qui est constitué le Parti sur ce territoire groupant 60.000 habitants et une dizaine d'entreprises de plus de 100 ouvriers chacune ?

Nanterre : 3 cellules dont une seule fonctionne normalement. Rueil : 3 cellules qui comptent 4 ou 5 copains, 2 d'entre elles n'ayant point donné signe de vie depuis avril. Dans les autres localités, moins importantes, survivance par endroits de l'ancienne section désorganisée sous un autre nom ; ailleurs, pas de trace de Parti. En définitive, l'on arrive à 150 adhérents (sur le papier) ; une vingtaine au maximum assistent aux assemblées générales. (Rien que l'ancienne section de Nanterre comptait plus de 100 adhérents.)

Des camarades qui commencent à réfléchir ne peuvent s'empêcher de comparer avec le passé. Résultats dus à la nouvelle forme d'organisation, disent-ils ; en réfléchissant davantage, ils verront que ceci n'est qu'une conséquence de la folle politique des dirigeants actuels du Parti, et que c'est en luttant avec nous qu'ils arriveront au redressement salutaire. — P. B.

Mise au point

Un militant du Parti nous écrivait :

« Il serait bon que vous indiquiez tout de suite, pour débayer le terrain, le point de vue du Bulletin vis-à-vis de la thèse Lorient-Hairius, comme vous l'avez fait vis-à-vis de la Révolution prolétarienne.

« D'accord avec Lorient sur sa partie critique, je ne puis l'être s'il songe à donner aux sections la maîtrise politique. »

Notre camarade aurait dû penser qu'il a fallu l'étonnante mauvaise foi des dirigeants du Parti pour accuser Lorient de « fédéralisme » et de vouloir rendre les organisations de base du Parti autonomes. Quand il a parlé, dans sa thèse, de la « souveraineté » des organisations de base, il a voulu parler du droit souverain de formuler une opinion, de se prononcer. Mais il est évident qu'il n'était pas dans sa pensée d'opposer les résolutions des parties constitutives du Parti à celles du Parti lui-même.

Dans un parti où la loyauté ne serait pas considérée comme un préjugé, on ne ferait pas dire aux militants autre chose que ce qu'ils ont voulu dire, même quand l'expression qu'ils emploient prête à équivoque.

Opinions et arguments de nos lecteurs

Un ami de la première heure du *Bulletin*, militant en vue d'un de nos partis de l'Europe centrale, nous adresse ses encouragements et quelques conseils :

D'abord, mes félicitations. Je viens de recevoir le n° 1, sixième année, du Bulletin. Je dois dire qu'il réalise un progrès sensible sur la R. P. Je ne veux pas parler des souvenirs qu'évoquent en moi les circonstances de sa réapparition. Je suis heureux de voir que ce numéro confirme davantage mes sentiments du lendemain du 5^e Congrès : à savoir que vous êtes resté le même, malgré tous les efforts de vos détracteurs pour vous pousser dans une voie qui ne permettrait point de retour. Je suis convaincu que le nouveau Bulletin sera ce que fut l'ancien dès avril 1920.

Permettez-moi cependant un conseil : il faut que le Bulletin donne aux lecteurs l'impression encore plus nette que sa lutte est menée en premier lieu contre la bourgeoisie, que la critique du Parti est subordonnée à cette lutte, qu'elle en constitue une condition sine qua non. Il faut donc consacrer encore plus de place aux problèmes généraux de la lutte prolétarienne. Nous reprochons souvent à notre presse de mener la lutte contre la social-démocratie si maladroitement, que la véritable cause de notre lutte antisocial-démocrate, la lutte anti-bourgeoise disparaît sous les polémiques à l'adresse des réformistes. Il ne faut pas que le Bulletin tombe dans la même faute à l'égard du Parti dévoyé.

Maintenez la modération du ton de votre critique. Vous y avez déjà réussi, et tous les communistes désireux de servir l'Internationale vous en sauront gré. Modérez le ton encore davantage, sans fléchir quant au fond même.

Nous sommes d'accord. Mais n'accordons pas au ton une importance exagérée. Nous ne sommes pas des sénateurs, et le tempérament révolutionnaire, en certaines circonstances, s'accorde mal d'une courtoisie excessive. Ne dramatisons pas, tout en essayant, naturellement, de conserver toujours notre sang-froid.

Un communiste qui a « roulé sa bosse » à travers la Russie soviétique et y a beaucoup appris, nous revient un peu désenchanté de la tournure de certaines choses et très déçu du « léninisme de 1924 ». Mais citons-le :

Je regrette votre séparation d'avec la R. P. Je pensais bien qu'elle devait avoir lieu un jour ou l'autre, mais j'eusse préféré plus tard. Je suis de ceux qui ne sont pas d'accord en tous points avec vous, mais les questions pouvaient être discutées amicalement et sérieusement dans la R. P. elle-même. Enfin, c'est fait.

Ma critique amicale : le 5^e Congrès, pour une bonne part, est le résultat des congrès précédents ; il a seulement accentué la direction prise antérieurement. On trouverait même dans l'histoire du Parti russe les germes lointains du 5^e Congrès. Pour moi, il y a beaucoup plus de différence entre

le Lénine de 1917, celui de l'Etat et la Révolution, des thèses d'avril, etc., et le Lénine de 1922, qu'entre le 4^e et le 5^e Congrès.

La 3^e Internationale avait une chance de succès : c'était d'être la synthèse de mouvements révolutionnaires d'origine différente, d'unifier les éléments sans du syndicalisme français, d'anciens éléments anarchistes, point fanatiques, et les socialistes encore révolutionnaires. C'est ce qu'elle a voulu au début, mais elle n'a pas persisté, et c'est pourquoi son avenir se trouve compromis.

Revenir au vieux syndicalisme serait une folie. S'il peut être question d'un syndicalisme, c'est seulement d'un syndicalisme renoué, et renoué d'après l'expérience russe. Mais il n'en reste pas moins qu'il a manqué à la Révolution russe le contrepois d'un syndicalisme, seule force susceptible d'entraver la formation de nouvelles aristocraties nuisibles.

La réaction qui se dessine en Russie contre le léninisme de 1921-25 est une sorte de syndicalisme, et non du trotskysme. Celui-ci ne peut rien donner d'autre que de nouvelles individualités. Pour ma part, je continue de confondre mon communisme et mon syndicalisme.

N'oubliez pas que, dans un an, la Russie que vous avez connue encore cette année sera beaucoup transformée. Bien des choses s'éclaircissent, et l'on ne peut prévoir la date, mais elle est proche, où les conflits de classe feront de nouveau parler d'eux. Le réveil sera dur pour beaucoup. Et je ne pense pas qu'il se dessine alors un mouvement socialiste, par réaction contre les fautes du Parti, mais plutôt un mouvement à tendance syndicaliste. L'avenir nous édifiera.

*En ce qui concerne la R. P., il n'y avait pas place pour la tâche que nous remplissons ici, contrairement à ce que croit notre correspondant. C'était l'avis du « noyau », qui a soutenu notre tentative de publication du *Bulletin*.*

*Les idées esquissées par l'auteur de la lettre nous semblent encore bien vagues. Ce sont des considérations qui vaudraient d'être approfondies. Elles sont intéressantes parce qu'elles viennent d'un ouvrier d'usine, un vrai, qui traduit certainement l'état d'âme de ses compagnons de travail. Mais c'est en avoir dit trop, ou pas assez. Nous conseillons amicalement à notre correspondant de s'expliquer avec plus de méthode, et plus à fond. On lui fera au *Bulletin* la place nécessaire, et nous discuterons.*

Ce que nous pouvons dire tout de suite, c'est que les affirmations sur la continuité des Congrès de l'I. C., l'origine des déviations actuelles, et la différence entre le Lénine d'une époque et celui d'une autre, nous paraissent assez spécieuses. Le bien et le mal se trouvaient évidemment dans notre mouvement et dans nos hommes avant comme aujourd'hui : mais pourquoi le bien prévaut-il à certaine heure et le mal à d'autres moments ?

*C'est toute la question des raisons déterminantes de nos progrès et de nos dégénérescences. Nous la discuterons un jour dans le *Bulletin*.*

Souvenirs et Mémoires révolutionnaires

Notes autobiographiques

IV. — LA PERIODE D'EMIGRATION

(Suite)

Après y avoir fait, ainsi qu'en Belgique, des conférences dans les colonies russes, je rentrai à Berlin, où je m'adonnai exclusivement au travail littéraire à cause, en partie, de l'attitude inamicale du Parti allemand à mon égard et aussi pour des raisons de santé. A cette époque, j'écrivis mon article sur *Les femmes nouvelles* et une série d'autres sur les problèmes sexuels, parus dans la *Novaya Jan*.

Je réussis à faire fêter la Journée des femmes en Russie. Cette Journée — 23 février (8 mars) — fut marquée par une édition spéciale de deux journaux légaux auxquels je collaborai, la *Pravda* bolchéviste et le *Loutch* menchéviste.

Je passai l'été 1913 en Angleterre, de préférence à Londres même. C'était la période où l'« affaire Beilis » (1) avait un grand retentissement, non seulement dans les milieux révolutionnaires, mais aussi parmi tous les hommes simplement honnêtes. Je pris une part active à l'agitation concernant l'affaire Beilis. Avec la déléguée finlandaise Chalié Persinea, nous nous occupions à cette époque des organisations du secours social aux mères et l'assurance enfantine en Angleterre, et faisons des conférences pour les ouvrières dans la « Maison de Bebel », organisée par l'énergique camarade Adam Bridges. Mais je travaillais surtout à mon livre : *La société et la maternité*.

En rentrant en Allemagne, à la fin de 1913, je trouvai l'atmosphère d'animosité contre moi bien dissipée. Traduit, avec l'aide de la camarade Etlo Federn, en allemand, mon livre circulait en manuscrit parmi les dirigeants, et les camarades les plus objectifs se convainquaient que son contenu ne pouvait donner lieu à un soupçon de trahison. Clara Zetkin m'écrivit, la première, une lettre amicale à ce sujet.

Le mouvement ouvrier mûrissait en Russie. Cette reprise d'activité provoqua la parution presque simultanée de deux revues pour ouvrières, — une bolchéviste et une menchéviste. La vie elle-même réalisait ainsi ce à quoi je m'étais tant appliquée, les années précédentes. Je collaborais alors à la *Voix de l'Ouvrière* (menchéviste).

Dans le groupe berlinois commencèrent des frictions entre les menchévistes et moi. Le premier prétexte fut l'expulsion de Lounatcharsky de Berlin où il était venu faire des conférences. La colonie russe fit montre d'une inadmissible poltronnerie, ce qui provoqua une protestation de ma part. Les frictions s'aggravèrent quand il fut question de constituer à Berlin une Centrale spéciale pour renforcer les liens avec la Russie et pour intensifier le travail politique de l'émigration. Il y avait à Berlin un grand nombre d'ouvriers russes, qui ne furent pas admis dans la Centrale de la colonie; ma proposition d'« ouvriériser » la Centrale fut accueillie comme une manœuvre démagogique. Le groupe dirigeant de la colonie estimait que de la Centrale ne devaient faire partie que des hommes ayant déjà une « expérience conspirative », des liens solides avec le Parti allemand, et seuls les « vieux émigrants » pouvaient prétendre à ces qualités-là. La

colonie fut en quelque sorte divisée en « dirigés » et « dirigeants ». Je marchais avec les dirigés.

Au printemps de 1914, les frottements entre fractions atteignirent un degré particulier d'aigreur. A l'intérieur des fractions mêmes, pas de cohésion. Les trotskystes consolidaient leur groupe, se séparaient définitivement des menchévistes. De leur côté, ces derniers cherchaient à grouper leurs coréligionnaires. Paul Axelrod, alors à Berlin, se donnait beaucoup de peine pour cela. L'histoire du provocateur Malinovsky fournit aux menchévistes de nouveaux arguments dans leur lutte contre le bolchévisme. Les manœuvres auxquelles cette lutte donna lieu me détachèrent du groupe menchéviste.

Fin mai, à Berlin, se réunit le bureau de convocation de la conférence internationale des femmes socialistes. J'en faisais partie en qualité de correspondante de la Russie dans le secrétariat international, dont j'étais depuis Stuttgart (à partir de 1914 Inessa Armand en faisait également partie, déléguée par les bolchévistes). On sentait la poudre; l'atmosphère était chargée. Le Bureau organisa à Berlin un meeting monstre d'ouvrières contre la guerre et le militarisme. L'intervention de la police m'empêcha d'y prendre la parole; mon discours écrit fut lu par des camarades. Et quoique j'eusse écrit le nom d'emprunt de Davydova, la police me surveilla de près, après le meeting. Je partis alors en Bavière, d'où je revins précipitamment à la déclaration de guerre.

V. — LES ANNEES DE LA GUERRE MONDIALE

La guerre me surprit à Berlin. Je ne parvins à sortir d'Allemagne avec un groupe de camarades que vers le milieu de septembre, et encore grâce à Liebknecht. Nous avions été tous arrêtés plusieurs fois, mais relâchés sous condition de nous faire enregistrer chaque jour à la police.

Il m'advint d'assister à la séance historique du 4 août où le Parti allemand vota pour la guerre. Seuls, Liebknecht et deux ou trois camarades échappèrent à l'ivresse du chauvinisme. L'identité d'attitude à l'égard de la guerre me rapprocha encore de Liebknecht et de sa famille. A cette époque, nous autres internationalistes, étions très seuls et très isolés, même parmi les Russes. De nombreux émigrants se trouvèrent dans une situation matérielle très mauvaise et il fallut organiser les secours. Les camarades allemands Fuchs, Oscar Kohn, Liebknecht et d'autres nous y aidèrent activement. Par contre, les dirigeants officiels gardaient une attitude « prudente », de peur de compromettre leur patriotisme. Les semaines de la « captivité allemande » ont été décrites par moi avec force détails dans une esquisse spéciale.

Les camarades échappés à la captivité allemande et professant des idées hautement internationalistes d'écarter d'agir sur l'Internationale par l'intermédiaire des Partis de pays neutres et de la provoquer à une « action ». Avec Ouritsky, nous allâmes nous entendre avec le Parti danois, cependant que d'autres partaient pour Stockholm. Nous eûmes deux ou trois séances avec le Comité Central du Parti danois, mais celui-ci fut désespérément prudent. Nous passâmes alors en Suède où nous avions un appui auprès des socialistes de gauche. Je pro-

(1) Procès retentissant intenté à un pauvre diable nommé Beilis, accusé d'un « meurtre rituel » juif à l'occasion de la Pâque. — N. d. l. R.

fitai du séjour en pays neutre pour nouer des liens avec les femmes des pays belligérants. Mon plan était d'organiser une manifestation internationale des ouvrières contre la guerre. Je rédigeai dans ce sens un appel, signé par le groupe des ouvrières russes de Stockholm, et nous l'imprimâmes et l'expédiâmes en Russie et dans d'autres pays.

Mes articles, mes discours imprudents aux meetings contre la guerre, au moment où la Suède elle-même préparait sa « défense », peut être aussi le fait que ma chambre soit devenue une espèce de « quartier général », eurent pour résultat mon arrestation. La presse bourgeoise me tomba dessus à bras raccourcis, m'accusant d'espionnage, d'être un « agent » de l'Entente, etc... Après m'avoir fait moisir quelque temps en prison, les autorités suédoises m'expulsèrent au Danemark. Là, les autorités danoises établirent à mon égard une surveillance à vue, et le Parti danois, pour ne pas se compromettre, ne me laissa ni parler en public, ni écrire. Seul, les socialistes de gauche avec le camarade Trier et les chefs syndicalistes, ne craignirent pas d'entrer en rapport avec moi.

Entre temps, on parvint à rétablir les liens avec le groupe des camarades, ayant Trotsky, Antonov et Martov à sa tête, qui faisait paraître à Paris le journal internationaliste: *Notre Parole*. A la même époque, le contact se rétablit avec le centre suisse, c'est-à-dire avec les bolchéviks, avec Kroupskaïa et Lénine, dont la position précisée dans le *Social-Démocrate* m'était très proche.

Fin janvier ou début de février 1915, je passai du Danemark en Norvège où je fus débarrassée enfin de la surveillance policière. Je m'adonnai avec une énergie accrue à l'idée d'organiser le 8 mars une manifestation internationale des ouvrières contre la guerre, idée soutenue par Clara Zetkin; mais l'accueil défavorable des dirigeants du Parti allemand et l'interdiction qu'ils prononcèrent de donner corps à notre initiative, anéantirent tous nos efforts. En Norvège seulement, et sur une échelle très modeste, on parvint à donner à la Journée des femmes le caractère d'une protestation contre la guerre.

Il surgit ensuite l'idée de convoquer une conférence en Suisse, à laquelle je ne pus assister, mais où, en qualité de membre du secrétariat international, j'envoyai une déclaration. Cette déclaration coïncidait avec la position principielle adoptée par les bolchéviks à la Conférence de Berne.

Au cours de cette période je publiai une série d'articles dénonçant les social-démocrates. Les articles parus dans *Notre Parole* furent favorablement accueillis des internationalistes russes à Paris et en Suisse. Mes liens avec le centre bolchévik se renforcèrent. Les mots d'ordre du *Social-Démocrate* d'opposer la guerre civile à la guerre impérialiste et de se séparer des social-patriotes trouvèrent mon plein assentiment. Je pris part aux préparatifs du Zimmerwald en aidant les camarades suédois et surtout norvégiens à s'affermir sur notre position, et en contribuant par tous les moyens à propager les vues des bolchéviks.

En mai 1915, je pris part au Congrès du Parti norvégien à Trondjem. Avec l'énergie représentant de l'aile gauche, Tranmaël, nous organisâmes au nord de la Norvège de grands meetings de protestation contre la guerre. A Christiania même, l'organisation des manifestations était difficile, et il fallait y militer dans de petites réunions.

Je liai définitivement partie avec les bolchéviks en entrant dans la revue *Le Communiste* que Boukharine et Piatakof firent paraître en été 1915. Mais je ne rompis pas avec le groupe *Notre Parole* de Paris. Avec le *Social-Démocrate* et en particulier avec Lénine, j'étais en désaccord sur les deux points suivants: question de la libre détermination

des nationalités (avec Boukharine et Piatakof, j'estimais que ce point devait être rayé du programme) et sur la question du militarisme (j'étais pour atteindre le « désarmement » et plus tard seulement je conclus à la corrélation logique entre la « guerre civile » et le désarmement général). En été 1915, j'écrivis une petite brochure: *A qui profite la guerre*, éditée par le Comité Central bolchévik. Je restai en relations avec Liebknecht et sa famille jusqu'en mai 1915. Dès 1914, j'avais fait démentir dans la presse légale russe les nouvelles sur le prétendu nationalisme de Liebknecht et avais contribué à répandre sa lettre dénonçant le véritable caractère de la guerre et la politique mensongère du Kaiser. Mais avec Clara Zetkin le contact fut rompu: elle était en prison.

En automne 1915, je fus invitée par la fraction allemande du Parti américain à faire de la propagande pour Zimmerwald. Munie de toute la littérature bolchéviste que je pus trouver, je partis en septembre pour New-York. Je restai en Amérique jusqu'en février 1916, y menant une propagande intense dans plus de 80 villes ou localités. Dans le Parti américain, comme partout, il y avait deux tendances. Il fallut non seulement batailler contre les partisans de la II^e Internationale, mais aussi contribuer dans les milieux zimmerwaldiens au groupement et à l'activité de l'aile « gauche ». Je travaillai alors avec Lore (Allemand), Rutgers (de Hollande), Katayama (du Japon) et avec un petit, mais ferme, groupe de bolchéviks russes. La presse bourgeoise me dénonçait comme « agent », tantôt des alliés, tantôt de l'Allemagne, selon les journaux dont ils s'agissait.

Il fallut retourner en Norvège avec beaucoup de précaution afin d'échapper à la vigilance des autorités anglaises. Je restai en Norvège de mars en août 1916. Un groupe de camarades russes, avec Boukharine et Piatakof, fut expulsé à cette époque de Suède. Ils vinrent habiter Christiania. Ouritsky aussi venait souvent du Danemark pour nous voir. Les relations avec la Russie se ranimèrent. Le pays commençait à s'agiter. Des camarades le regagnaient illégalement afin d'y précipiter le « processus de fermentation ».

En août 1916, je partis de nouveau pour l'Amérique où je passai plusieurs mois. Boukharine, Trotsky et d'autres y vinrent aussi. Nous nous appliquions à consolider la « gauche de Zimmerwald ». Je collaborai au *Novy Mir* et à la presse du Parti américain. En même temps, j'étudiai le mouvement des femmes et l'organisation scolaire aux Etats-Unis.

L'Amérique était à la veille de sa participation à la guerre. Au début de 1916, je l'avais laissée hostile à la guerre, mais à l'automne, je la trouvais en proie à l'ivresse chauvine. Notre groupe de zimmerwaldiens de gauche poursuivait un travail bien défini, propageant les idées du bolchevisme. Mais il n'y avait pas encore d'unité de vues complètes. Je me souviens comment, à une des réunions du groupe, je développai le point de vue qu'il fallait préparer le prolétariat à une insurrection armée. Cette pensée apparut inacceptable à la majorité des assistants et Boukharine, expliquant mes paroles, dit qu'il ne fallait pas les prendre à la lettre mais n'y voir qu'une indication du « développement possible du mouvement ». Cependant, Boukharine appartenait alors à l'extrême gauche. La majorité des camarades étaient donc très loin de prévoir la possibilité d'une prochaine explosion révolutionnaire. Pour réagir contre la menace grandissante d'une prochaine participation américaine à la guerre, nous décidâmes de publier un appel spécial en différentes langues. Je le rédigeai et il fut pu-

blé par le groupe allemand la veille de l'entrée de l'Amérique dans la guerre. Quand celle-ci fut déclarée, je me trouvais déjà au milieu de l'Océan, en route pour la Norvège.

Je n'y restai plus qu'un mois. La révolution de février donna la possibilité de retourner en Russie et nous en profitâmes tous, évidemment. Mais avant de retourner en Russie, j'attendis les instructions de Lénine, avec lequel j'étais en correspondance suivie. Les premières nouvelles annonçant l'entrée au gouvernement provisoire de « socialistes », de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires, me montrèrent l'erreur de leur tactique. Dans le *Social-Démocrate* norvégien, j'exposai sous forme d'interview mes vues sur le cours de la révolution, et cela dérouta non seulement les camarades étrangers mais aussi les camarades russes, grisés par la révolution et partisans de l'« unité du front ». Je

défendis ces mêmes vues à un meeting monstre que le Parti norvégien organisa en l'honneur de la révolution russe.

Avec Piatakov, Bosch et Ganetsky nous établimes la liaison entre la Russie et le centre suisse pour le cas où nous partirions et entreprimes une série de démarches pour accélérer le transfert du Comité Central bolchévik en Russie. Je fus parmi les premiers émigrants politiques rentrés dans la nouvelle Russie révolutionnaire. Le 19 mars (1^{er} avril) j'étais à Pétersbourg. Le soir même, je me déclarai solidaire de la *Pravda* bolchéviste et, sans plus attendre, je me mis ardemment au travail avec le groupe bolchévik, peu nombreux encore à cette époque.

Alexandra Kollontai.

(A suivre.)

Leur "léninisme"

« Le régime capitaliste OBLIGE LE TRAVAIL-LEUR A ÉPARGNER !

« Verser cette épargne à la B. O. P., c'est lutter contre ce régime. »

L. PICHON.

(Humanité, 30 octobre.)

« Travailleurs, la B. O. P. est UNE NOUVELLE ARME entre vos mains pour lutter contre vos exploités. Soutenez-la (sic) de tous vos moyens. »

SÉMARD.

(Humanité, 30 septembre.)

« Que tous ceux qui comprennent LA GRANDEUR DE CETTE TÂCHE aident par tous les moyens à sa réalisation. »

M. CACHIN.

(Humanité, 29 septembre.)

« La Banque ouvrière et paysanne sera VOTRE (?) Banque : une arme (sic). Travailleurs ! soutenez-la ! »

VAILLANT-COUTURIER.

(Humanité, 12 novembre.)

« La banque ouvrière et paysanne est UNE ARME DE PLUS QUE NOUS DONNE LE CAPITALISME pour préparer son renversement. Ce serait idiot (!) de ne pas s'en servir. »

ANDRÉ MARTY.

(Humanité, 7 novembre.)

« Dresser avec vigueur (sic) une banque vraiment ouvrière face (sic) aux banques bourgeoises, c'est lutter SUR LE TERRAIN ÉCONOMIQUE (!) contre le capitalisme. »

RAYNAUD.

(Humanité, 28 octobre.)

« La création de la Banque Ouvrière et Paysanne répond à une nécessité (!) Tout militant aidant à sa réalisation et à son développement contribue à l'édification des œuvres révolutionnaires du prolétariat. »

BERRAR.

(Humanité, 29 octobre.)

Une lettre

Notre camarade Leroy, des chauffeurs de taxi, nous a envoyé la lettre suivante, à propos de notre allusion aux simili-opposants :

Paris, 17 novembre 1925.

Cher camarade,

En ne mentionnant pas, dans les articles d'opposants parus celui que j'ai écrit sur la nouvelle organisation des fractions syndicales, vous avez semblé me ranger dans les opposants « agréés ».

Je protesterais contre cela si telle avait été votre intention ; jamais je n'ai fait partie de cette catégorie. J'ajoute que si j'avais cru que l'appel du Comité central n'était qu'un bluff, je n'aurais pas envoyé cet article.

D'ailleurs, quand je m'en suis rendu compte, j'ai cessé d'en envoyer d'autres.

G. LEROY.

En effet, la lecture de l'Humanité est une exercice si pénible que l'article de Leroy nous était passé inaperçu, parmi tant d'autres. D'où notre oubli, que notre correspondant nous pardonnera.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.